

RCS : VANNES
Code greffe : 5602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VANNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 D 00718
Numéro SIREN : 918 332 057
Nom ou dénomination : 4A IMMOBILIER

Ce dépôt a été enregistré le 05/12/2023 sous le numéro de dépôt 6466

**ACTE DE CESSIION D'UNE PART SOCIALE
DE LA SOCIETE NORGATE IMMOBILIER**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- Madame Agathe, Catherine, Irène PRUZAN épouse RENNER
Née le 22 février 1988 à VILLENEUVE SAINT GEORGES (94)
De nationalité française
Demeurant 113 B La Morinais – 35580 GUICHEN
Mariée à Monsieur Jérémy RENNER sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union célébrée le 17 septembre 2022, lequel régime n'a pas subi de modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

1

Ci-après dénommée le « CEDANT »
De première part,

Et :

- Monsieur Arnaud, Vincent, Paul GARCIA
Né le 13 août 1985 à RENNES (35),
De nationalité française
Demeurant 55 bis PEGUIN, 35580 GUICHEN
Marié avec Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA, intervenant aux présentes, sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat de mariage conclu préalablement à leur union célébrée le 11 septembre 2010 à la mairie de GUICHEN (35), lequel régime n'a subi aucune modification depuis,

Ci-après dénommé le « CESSIONNAIRE »
De seconde part,

Le CEDANT et le CESSIONNAIRE étant dénommés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

IL A ETE AU PREALABLE EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Constitution de la société

Aux termes d'un acte authentique reçu par Maître Christophe GUINES, Notaire associé à BETTON (35) en date du 05 août 2022, il a été constitué une société civile immobilière dénommée NORGATE IMMOBILIER immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de RENNES, sous le numéro 918 332 057 depuis le 12 août 2022 (ci-après dénommée la « Société »).

La Société est actuellement gérée par Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA et Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER, Cogérantes associées.

2. Caractéristiques de la Société

La société dénommée NORGATE IMMOBILIER dont UNE part sociale est présentement cédée, présente les caractéristiques suivantes :

DS
NG

DS
AG

DS
AR

Forme :

Société civile immobilière.

Objet :

La Société a pour objet :

- L'acquisition, la construction, la détention, la propriété de tous biens mobiliers et immobiliers, tant en France qu'à l'étranger, en pleine-proprieté, en nue-proprieté ou en usufruit.
Et notamment l'acquisition d'un bien immobilier situé à MAURON (56430) – La Ville es Zalos, Parc d'activité de Brocéliande,
- L'administration, la gestion et la location par tous moyens directs ou indirects du patrimoine social,
- La prise en location de tous biens immobiliers avec possibilité d'un consentir des sous-locations,
- La régularisation de tous emprunts auprès de toute banque, ainsi que de toutes garanties notamment hypothécaires sur tous les biens et droits mobiliers et immobiliers de la société, étant ici précisé que la société peut se porter caution hypothécaire à titre gratuit et occasionnelle uniquement en garantie du financement d'un droit démembré, dont l'autre droit est acquis par la société bénéficiaire de la caution,
- L'aliénation de ses droits et biens mobiliers et immobiliers au moyen de vente, échange ou apport en société, sans pour autant que ces opérations soient analysées comme des actes de commerce et ne portent atteinte au caractère civil de la société,
- L'utilisation ou l'occupation gratuite par les associés des droits et biens mobiliers et immobiliers, dans les conditions prévues aux présents statuts,

2

Et plus généralement, toutes opérations juridiques ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

Siège social :

La Ville es Zalos – 56430 MAURON.

Durée :

99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés intervenue le 12 août 2022.

Capital social :

1 000 Euros, divisé en 1 000 parts sociales de 1 Euro de valeur nominale.

Cession des parts :

« ARTICLE 14 – MUTATIONS ENTRE VIFS – NANTISSEMENT – REALISATION FORCEEE

14-1 - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par un acte sous signature privée, un acte d'avocat ou un acte notarié.

La cession est rendue opposable à la Société par voie d'inscription sur le Registre des transferts tenu par la Société. Ce Registre est constitué par la réunion, dans l'ordre chronologique de leur établissement, de feuillets identiques utilisés sur une seule face. Chacun de ces feuillets est réservé à un titulaire de parts sociales à raison de sa propriété ou à plusieurs titulaires à raison de leur copropriété, de leur nue-proprieté ou de leur usufruit sur ces parts sociales.

DS
NG

DS
AG

DS
AR

Pour être opposable aux tiers, la cession doit en outre avoir été déposée au Greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la Société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre doivent, pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant, en application des dispositions de l'article 1861 du Code civil.

14-2 - Agrément :

Les parts sont librement cessibles entre associés ; toutes les autres mutations entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, de parts sociales sont soumises à l'agrément.

*L'agrément est la compétence de la collectivité des associés se prononçant par une décision des associés statuant à la majorité requise pour les décisions extraordinaires.
[...] »*

Exercice social :

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, le premier exercice sera clôturé le 31 décembre 2023.

3. Répartition actuelle du capital social

Le capital social de la Société est actuellement réparti entre les associés comme suit :

- **Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA**
Titulaire de UNE part sociale
Numérotée 1, ci 1 part sociale
- **Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER**
Titulaire de UNE part sociale
Numérotée 2, ci 1 part sociale
- **La société ATELIERS NORGATE**
Titulaire de NEUF CENT QUATRE-VINGT DIX-HUIT parts sociales
Numérotées 3 à 998, ci 998 parts sociales

Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social : 1 000 parts sociales.

4. Régime fiscal

La Société est soumise au régime fiscal des sociétés de personnes et n'a pas opté ni pour le régime fiscal des marchands de biens, ni pour l'impôt sur les sociétés.

5. Composition du patrimoine de la société NORGATE IMMOBLIER

La Société est propriétaire à ce jour d'un bien immobilier situé La Ville es Zalos – Parc d'activité de Brocéliande – 56430 MAURON, donné à bail commercial à la société BROCELIANDE CONFECTION (RCS VANNES 387 624 414).

DS
NG

DS
AG

DS
AR

Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER, soussignée de première part, détient à ce jour la pleine propriété de UNE (1) part sociale de la Société NORGATE IMMOBILIER, numérotée de 2, et entend la céder à Monsieur Arnaud GARCIA.

CECI EXPOSE, IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - CESSION D'UNE PART SOCIALE

4

Par les présentes, Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER, soussignée de première part, cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière :

- la pleine propriété de UNE (1) part sociale numérotée 2 lui appartenant dans la Société NORGATE IMMOBILIER, à Monsieur Arnaud GARCIA, soussigné de seconde part, qui l'accepte expressément.

ARTICLE 2 - PROPRIETE - JOUISSANCE

Le CESSIONNAIRE est propriétaire de la part sociale qui lui est cédée ce jour aux termes de l'article 1, et il en a la jouissance à compter de ce même jour.

En conséquence, le CESSIONNAIRE aura et exercera, à compter des présentes, tous les droits, actions et obligations attachés à la part sociale présentement cédée.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CESSION

La part sociale présentement cédée n'est représentée par aucun certificat. Son titre résulte des statuts de la Société.

Le CESSIONNAIRE est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à la part sociale cédée.

Le CESSIONNAIRE s'engage de ce fait à continuer à se conformer aux stipulations des statuts de la Société dont il déclare en avoir eu connaissance, préalablement aux présentes, ainsi qu'aux obligations légales issues de sa qualité d'associé.

Il bénéficiera en contrepartie de tous les avantages conférés aux associés par le pacte social et pourra participer à toutes délibérations, accepter toutes fonctions et exercer tous droits et actions résultant de sa possession de la part sociale présentement cédée.

Il reconnaît être en possession d'un exemplaire à jour des statuts de la Société.

ARTICLE 4 - PRIX – MODALITES DE PAIEMENT – TRANSFERT DE LA DETTE DE LIBERATION DU CAPITAL

La cession de UNE (1) part sociale de la Société NORGATE IMMOBILIER à Monsieur Arnaud GARCIA est consentie et acceptée moyennant le prix ferme et définitif de UN EURO (1 €), et est réglée comptant ce jour par compensation à due concurrence avec la dette de libération du capital social du même montant de UN EURO (1 €) due par Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER à la Société NORGATE IMMOBILIER sur appel de la gérance.

DS
NG

DS
AG

DS
AR

Par l'effet des présentes et ainsi qu'il s'y engage, le CESSIONNAIRE se substituera au CEDANT pour la libération du montant de la valeur nominale de la part sociale cédée, à savoir la somme de UN EURO (1 €), correspondant à la totalité du capital souscrit initialement par le CEDANT lors de la constitution de la Société, sur appel de la gérance.

ARTICLE 5 - ORIGINE DE PROPRIETE

La part cédée appartient à Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER pour l'avoir reçue en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société, non libéré à cette date.

Le CEDANT déclare que la part sociale cédée constitue un bien propre acquis avant mariage, dans la mesure où lors de la souscription au capital social initial de la Société, Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER n'était pas mariée à Monsieur Jérémie RENNER ainsi qu'elle le déclare.

ARTICLE 6 - DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacune en ce qui le concerne :

- Qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être, ni ne sont en état de cessation des paiements ou de confiture,
- Qu'ils sont résidents français et qu'ils ont leur domicile en France au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. La soussignée de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de la part sociale cédée notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies,
- que la part sociale cédée est libre de tout nantissement ou promesse de nantissement, ainsi que de toute décision d'inaliénabilité prononcée par un Tribunal ;
- et que la Société dont la part sociale est présentement cédée n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

ARTICLE 7 - NOUVELLE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL – DEMISSION DE LA GERANCE

A la suite de la cession de part qui précède, le capital social de la Société NORGATE IMMOBILIER se trouve réparti comme suit :

- **Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA**
Titulaire de UNE part sociale
Numérotée 1, ci 1 part sociale
- **Monsieur Arnaud GARCIA**
Titulaire de UNE part sociale
Numérotée 2, ci 1 part sociale

DS
NG

DS
AG

DS
AR

- **La société ATELIERS NORGATE**
Titulaire de NEUF CENT QUATRE-VINGT DIX-HUIT parts sociales
Numérotées 3 à 998, ci998 parts sociales

Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social :1 000 parts sociales.

Par ailleurs, Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER remet ce jour à la Société NORGATE IMMOBILIER un exemplaire original de sa lettre de démission de son mandat de Cogérante de la Société NORGATE IMMOBILIER, à effet à compter de ce jour, sans préavis et sans indemnité de part ni d'autre.

6

ARTICLE 8 - ABSENCE DE GARANTIE CONVENTIONNELLE D'ACTIF ET DE PASSIF

De convention expresse entre les Parties, la présente cession est consentie et acceptée sans aucune garantie conventionnelle d'actif et de passif.

Les Parties, expressément informées de l'objet et de l'utilité de prévoir une garantie conventionnelle d'actif et de passif au titre de la présente cession de part sociale, reconnaissent avoir été informées de cette possibilité par le rédacteur des présentes et le déchargent de toutes responsabilités à cet égard.

ARTICLE 9 - COMPTE COURANT D'ASSOCIE - CESSIION DE CREANCE

Le CEDANT déclare qu'il ne dispose à ce jour d'aucun compte courant créateur ou débiteur dans la Société NORGATE IMMOBILIER.

ARTICLE 10 - AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, la présente cession a été agréée par décisions collectives unanimes des associés, préalable aux présentes, en date du 30 octobre 2023.

Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA, Cogérante de la Société NORGATE IMMOBILIER, intervient aux présentes et déclare que le projet de cession de la part sociale a été notifié à la Société.

ARTICLE 11 - INTERVENTION DU CONJOINT DU CESSIONNAIRE MARIE SOUS LE REGIME DE LA COMMUNAUTE DE BIENS

Madame Nora RONDEAU, épouse commune de biens de Monsieur Arnaud GARCIA, intervenant au présent acte à cet effet, déclare avoir été avertie de l'acquisition de la part sociale par son époux commun de biens, avec toutes précisions utiles quant aux finalités et modalités pratiques de l'opération d'acquisition de la part sociale de la Société envisagée par son époux, et déclare ne pas revendiquer l'attribution à son profit de la moitié de la part sociale acquise par ce dernier et, renoncer à la qualité d'associée à ce titre, déclarant être par ailleurs d'ores et déjà associée de la Société.

DS
NG

DS
AG

DS
AR

ARTICLE 12 - OPPOSABILITE A LA SOCIETE

La présente cession de part sociale sera rendue opposable à la Société par transfert sur le Registre dédié de la Société.

Elle fera également l'objet d'une publicité au Registre du Commerce et des Sociétés dans les conditions prescrites par la Loi.

7

ARTICLE 13 - FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

L'accomplissement des formalités légales de dépôt et de publicité sera à la charge du CESSIONNAIRE, qui s'y engage.

ARTICLE 14 - ENREGISTREMENT

Les Parties déclarent que la présente cession porte sur une part sociale d'une société à prépondérance immobilière.

En conséquence, la présente cession donne lieu à l'application d'un droit de 5 % du prix de cession, avec perception d'un droit fixe minimum de 25 €.

Les droits d'enregistrement sont à la charge du CESSIONNAIRE qui s'y oblige. Les formalités d'enregistrement seront réalisées par le CESSIONNAIRE qui s'y engage.

ARTICLE 15 - DECLARATION CONCERNANT LA PLUS-VALUE

Le CEDANT déclare avoir été informé par le rédacteur de l'acte et son conseil des dispositions légales relatives aux plus-values sur cession de parts sociales des sociétés à prépondérance immobilière.

Le CEDANT déclare avoir une parfaite connaissance des obligations et déclarations fiscales lui incombant (formulaire n°2048-M-SD de déclaration de plus-value et formulaire 2042 C pour la mention de la plus-value imposable réalisée avec l'ensemble de ses revenus) et en faire son affaire personnelle, et décharge le rédacteur des présentes de toute obligation et responsabilité à ce titre.

Le CEDANT déclare que pour l'imposition de ses revenus, il dépend du Service des impôts des particuliers RENNES 1, situé Centre des Finances Publiques, 2 Boulevard Magenta, CS 24432, 35044 RENNES Cedex.

La part sociale présentement cédée lui appartient pour l'avoir souscrite dans les conditions rappelées ci-dessus, pour un montant de UN EURO (1 €).

En conséquence, le CEDANT déclare que la présente cession n'engendre aucune plus-value, la valeur de souscription de la part sociale cédée étant égale au prix de cession.

DS
NG

DS
RG

DS
AR

ARTICLE 16 - FRAIS – HONORAIRES

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

ARTICLE 17 - DECHARGE

Les soussignés reconnaissent et déclarent :

- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la présente cession, et notamment le prix de cession de la part sociale cédée ;
- donner décharge pure et simple, entière et définitive au rédacteur des présentes, reconnaissant que l'acte établi a été dressé sur leurs déclarations par la société d'Avocats ASTRE, sans que cette dernière soit intervenue entre eux ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

ARTICLE 18 - NOTIFICATIONS

Toute notification par l'une ou l'autre des soussignés en vertu des présentes, devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre remise contre récépissé ou par acte extrajudiciaire.

ARTICLE 19 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, chaque soussigné fait élection de domicile au lieu de son domicile tel qu'indiqué en tête des présentes.

Toute modification d'adresse de l'une ou l'autre des soussignés devra faire l'objet d'une notification par le/la soussigné (e) concerné(e) par lettre recommandée avec accusé de réception aux autres soussignées.

ARTICLE 20 - AFFIRMATION DE SINCERITE – INDEPENDANCE DES CLAUSES

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Si l'une quelconque des clauses du présent contrat était annulée ou rendue caduque en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ou à la suite d'une décision exécutoire d'une juridiction, seule cette clause serait abandonnée, les autres dispositions du contrat conservant leur plein effet.

En cas de nullité ou d'impossibilité d'application d'une clause, une nouvelle clause ayant pour autant que possible les mêmes effets légaux et économiques lui sera substituée par les Parties.

ARTICLE 21 - BONNE FOI – IMPREVISIBILITE

Les Parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi, et qu'en application de celles de l'article 1112-1 du même Code, toutes les informations dont l'importance est déterminante pour le

DS
NG

DS
AG

DS
AR

consentement de l'autre ont été révélées, sachant que le manquement au devoir d'information pouvait entraîner son annulation.

En application du principe général du droit français énoncé à l'article 1104 du Code civil, les soussignées s'engagent à exécuter les présentes de bonne foi en s'obligeant à ce qui y est exprimé ainsi qu'à toutes les suites que l'équité, l'usage et la loi leur donnent.

Compte tenu de ce qui précède, les Parties renoncent, chacune en ce qui la concerne, à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil qui permettent, si un changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du contrat venait à rendre son exécution excessivement onéreuse, d'en demander la renégociation.

9

ARTICLE 22 - LITIGES

Pour toutes contestations qui s'élèveraient entre les Parties relativement à l'interprétation ou à l'exécution des présentes, celles-ci s'efforceront de parvenir dans le délai d'un (1) mois à une solution amiable.

A défaut de parvenir à cet accord, les Parties soumettront leur différend aux juridictions compétentes.

ARTICLE 23 - INSTRUMENTUM

De convention expresse valant convention sur la preuve, les soussignés sont convenus de signer électroniquement le présent acte de cession de part sociale par le biais du service www.docusign.com, les soussignés s'accordant pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du présent acte de cession de part sociale par le service www.docusign.com.

Fait le 30 octobre 2023

[Fin de page intentionnellement vierge – Signatures page suivante]

DS
NG

DS
AG

DS
AR

PAGE DE SIGNATURE

LE CEDANT :

Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER

« Bon pour cession de UNE (1) part sociale de la société NORGATE IMMOBILIER »

DocuSigned by:

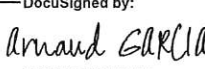
96E78794D1FB43F...

10

LE CESSIONNAIRE :

Monsieur Arnaud GARCIA

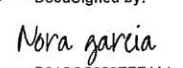
« Bon pour acquisition de UNE (1) part sociale de la société NORGATE IMMOBILIER »

DocuSigned by:

6BB83F80E8724FE...

L'INTERVENANTE :

Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA

« Bon pour renonciation à la qualité d'associée au titre de la part sociale acquise par mon conjoint »

DocuSigned by:

D34CCC920EFE4A1...

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
RENNES

Le 08/11/2023 Dossier 2023 00035403, référence 3504P61 2023 A 06737

Enregistrement : 25 € Parafiscs : 0 €

Total liquidé : Vingt-cinq Euros

Montant reçu : Vingt-cinq Euros

NORGATE IMMOBILIER

Société civile immobilière au capital de 1 000 Euros

Siège social : La Ville es Zalos - 56430 MAURON

R.C.S. VANNES 918 332 057

PROCES-VERBAL DES DECISIONS COLLECTIVES UNANIMES DES ASSOCIES
EN DATE DU 30 OCTOBRE 2023

1

L'an deux mille vingt-trois,

Le trente octobre,

Les soussignés :

- **Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA**
Demeurant 55 bis Peguin – 35580 GUICHEN
Propriétaire de 1 part sociale
Numérotée 1
Également gérante de la Société
- **Monsieur Arnaud GARCIA**
Demeurant 55 bis Peguin – 35580 GUICHEN
Propriétaire de 1 part sociale
Numérotée 2
- **La société ATELIERS 4A (anciennement dénommée ATELIERS NORGATE)**
SARL à associée unique au capital de 25 000 Euros
Dont le siège social est situé Parc d'activité de Brocéliande 56430 MAURON
Immatriculée au RCS de VANNES sous le n°917 978 983
Représentée par Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA, Cogérante
Propriétaire de 998 parts sociales
Numérotées de 3 à 1 000 inclus

TOTAL égal au nombre de parts composant le capital social de la Société : 1 000 parts sociales

APRES AVOIR PRECISE :

1) Qu'ils sont seuls associés de la Société NORGATE IMMOBILIER, Société civile immobilière au capital social de 1 000 €, divisé en 1 000 parts sociales de 1 € de nominal chacune, dont le siège social est situé La Ville es Zalos – 56430 MAURON, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de VANNES sous le numéro 918 332 057,

2) Qu'aux termes de l'article 24 des statuts, les décisions peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé par acte authentique ou sous seings privés.

3) Que les associés déclarent avoir disposé du temps suffisant pour prendre connaissance et conseil, et étudier les décisions mises à l'ordre du jour, et avoir reçu toute l'information nécessaire à cet égard.

ONT PRIS LES DECISIONS SUIVANTES, CONCERNANT L'ORDRE DU JOUR CI-APRES :

- *Constatation de la cession de la part sociale consentie par Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER au profit de Monsieur Arnaud GARCIA et modification corrélative de l'article 8 des statuts,*
- *Nomination de Monsieur Arnaud GARCIA en qualité de Cogérant en remplacement de Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER, Cogérante démissionnaire,*

DS
NG

DS
AG

- *Suppression de la mention du nom des premiers gérants dans les statuts de la société conformément à l'article R 210-10 du Code de Commerce et modification corrélative de l'article 18.2 des statuts,*
- *Changement de dénomination sociale et modification corrélative de l'article 3 des statuts,*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités ;*
- *Questions diverses.*

PREMIERE DECISION

2

Les Associés, après avoir pris acte de la cession par Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER de la part sociale qu'elle détenait dans la société, numérotée 2, au profit de Monsieur Arnaud GARCIA, intervenue aux termes d'un acte sous signature privée en date de ce jour, décident, à l'unanimité, de modifier ainsi qu'il suit l'article 8 des statuts :

« ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1 000 €). Il est divisé en MILLE (1 000) parts sociales de UN EURO (1 €) chacune, numérotées de 1 à 1 000 entièrement souscrites et libérées et attribuées par suite des apports effectués à la constitution de la société et de la cession de part sociale intervenue depuis de la manière suivante :

- | | |
|---|--------------------------------|
| - <i>à Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA,
une part sociale en pleine propriété
numérotée de 1, ci</i> | <i>1 part sociale</i> |
| - <i>à Monsieur Arnaud GARCIA,
une part sociale en pleine propriété
numérotée de 2, ci</i> | <i>1 part sociale</i> |
| - <i>à la société ATELIERS 4A (RCS VANNES 917 978 983),
neuf cent quatre-vingt-dix-huit parts sociales en pleine propriété,
numérotées de 3 à 1 000, ci</i> | <i>998 parts sociales</i> |
| Total égal au nom de parts composant le capital social : | 1 000 parts sociales ». |

DEUXIEME DECISION

Les Associés prennent acte, à l'unanimité, de la démission de Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER de ses fonctions de Cogérante à compter de ce jour et décide de nommer en remplacement, à compter de ce jour et pour une durée illimitée :

Monsieur Arnaud, Vincent, Paul GARCIA
Né le 13 août 1985 à RENNES (35)
De nationalité française
Demeurant 55 bis Peguin – 35580 GUICHEN

Monsieur Arnaud GARCIA exercera ses fonctions de Cogérant dans les conditions fixées par la Loi et avec les pouvoirs prévus par les Statuts de la Société.

Monsieur Arnaud GARCIA, aura droit, en outre, au remboursement, sur état, de ses frais de déplacements, frais de représentation et débours faits en raison ou à l'occasion de ses fonctions de Cogérant. Les remboursements ci-dessus seront portés aux frais généraux de la société.

DS
NG

DS
AG

Monsieur Arnaud GARCIA déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat et accepte, en conséquence le mandat qui vient de lui être confié.

TROISIEME DECISION

Les Associés décident, à l'unanimité, par suite de la démission de Madame Agathe PRUZAN épouse RENNER de ses fonctions de Cogérante à compter de ce jour, et usant de la faculté qui lui est offerte par l'article R 210-10 du Code de Commerce, de supprimer la mention du nom des premiers gérants dans les statuts et de supprimer, en conséquence, les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 18.2 des statuts.

3

QUATRIEME DECISION

Les Associés décident, à l'unanimité, d'adopter, à compter de ce jour, comme nouvelle dénomination sociale : **4A IMMOBILIER** et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts comme suit :

« ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

*La dénomination sociale est : **4A IMMOBILIER** »*

[Le reste de l'article demeure inchangé].

CINQUIEME DECISION

Les Associés donnent, à l'unanimité, tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés et les Cogérants.

Le présent acte sera mentionné sur le registre des délibérations de la société.

Un original des présentes est remis à la gérance qui le reconnaît.

Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA
Associée et Cogérante

DocuSigned by:
Nora garcia
D34CCC920EFE4A1...

Monsieur Arnaud GARCIA
Associé
« Bon pour acceptation des fonctions de Cogérant »

DocuSigned by:
Arnaud Garcia
6BB83F80E8724FE...

La société ATELIERS 4A
Associée
Représentée par Mme Nora RONDEAU épouse GARCIA

DocuSigned by:
Nora garcia
D34CCC920EFE4A1...

4A IMMOBILIER

Société civile immobilière au capital de 1 000 Euros

Siège social : La Ville es Zalos

56430 MAURON

RCS VANNES 918 332 057

STATUTS

Statuts mis à jour suite aux décisions collectives unanimes des associés
en date du 30 octobre 2023

Pour copie certifiée conforme

La Gérance

Madame Nora GARCIA

DocuSigned by:

Nora Garcia

D34CCC920EFE4A1...

Monsieur Arnaud GARCIA

DocuSigned by:

Arnaud Garcia

6BB83F80E8724FE...

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX
LE CINQ AOUT

Maître Christophe GUINES, Notaire associé membre de la société dénommée "GRAND ANGLE - Notaires", Société Civile Professionnelle titulaire d'un office notarial dont le siège est à BETTON (Ille et Vilaine), 1, rue d'Helsinki,

A RECU le présent acte authentique électronique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : :

STATUTS D'UNE SOCIETE CIVILE.

ASSOCIES

Madame Nora Emmanuelle RONDEAU, étudiante, épouse de Monsieur Arnaud Vincent Paul GARCIA demeurant à GUICHEN (Ille-et-Vilaine) 55 bis, Peguin.

Née à NANTES (Loire-Atlantique) le 29 décembre 1985.

Mariée sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de GUICHEN (Ille-et-Vilaine) le 11 septembre 2010.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

Madame Agathe Catherine Irène PRUZAN, Gérante, demeurant à GUICHEN (Ille-et-Vilaine) 113 B La Morinais, célibataire.

Née à VILLENEUVE SAINT GEORGES (Val-de-Marne) le 22 février 1988.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

Partenaire de Jérémie Jonathan RENNERT, aux termes d'un pacte civil de solidarité enregistré, et déclarant :

- ne pas avoir désigné de loi applicable aux effets patrimoniaux de leur partenariat ;

- en conséquence, conformément à l'article 515-7-1 du Code civil, se trouver soumis à la loi Française et plus particulièrement au régime de la séparation de bien.

La société dénommée **ATELIERS NORGATE**, société à responsabilité limitée au capital de 50.000,00 euros ayant son siège social à MAURON (56430), Parc d'Activités de Brocéliande, immatriculée au RCS de VANNES sous le numéro SIREN 917 978 983.

PRESENCE – REPRESENTATION

Madame Nora GARCIA, Madame Agathe PRUZAN et la société dénommée ATELIERS NORGATE sont ici représentées par Madame Roseline TURQUETY, notaire assistant, domiciliée professionnellement à BETTON, 1 rue d'Helsinki, suivant procurations sous seings privés en date du 5 août 2022 demeurée ci-annexée.

Mme TURQUETY agissant au nom de la société ATELIERS NORGATE en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Mesdames Nora GARCIA et Agathe PRUZAN, ci-dessus dénommées et domiciliées, agissant elles-mêmes en qualité de cogérantes et seules associées de ladite société, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des statuts et d'une délibération des associés demeurée ci-annexée.

PROJET D'ACTE

Les comparants reconnaissent avoir reçu préalablement à ce jour un projet du présent acte et déclarent avoir reçu toutes explications utiles.

TITRE I - CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

ARTICLE 1 – FORME

La société est de forme civile.

Elle est régie savoir :

- par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil ;
- par le décret n°78-704 du 3 juillet 1978 ;
- et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- l'acquisition, la construction, la détention, la propriété de tous biens mobiliers et immobiliers, tant en France qu'à l'étranger, en pleine-propriété, en nue-propriété ou en usufruit,

Et notamment l'acquisition d'un bien immobilier situé à MAURON (Morbihan) La Ville es Zalos – Parc d'activité de Brocéliande,

- l'administration, la gestion et la location par tous moyens directs ou indirects du patrimoine social,

- la prise en location de tous biens immobiliers avec possibilité d'en consentir des sous-locations

- la régularisation de tous emprunts auprès de toute banque, ainsi que de toutes garanties notamment hypothécaires sur tous les biens et droits mobiliers et immobiliers de la société, étant ici précisé que la société peut se porter caution hypothécaire à titre gratuit et occasionnelle uniquement en garantie du

financement d'un droit démembré, dont l'autre droit est acquis par la société bénéficiaire de la caution,
- l'aliénation de ses droits et biens mobiliers et immobiliers au moyen de vente, échange ou apport en société, sans pour autant que ces opérations soient analysées comme des actes de commerce et ne portent atteinte au caractère civil de la société,

- l'utilisation ou l'occupation gratuite par les associés des droits et biens mobiliers et immobiliers, dans les conditions prévues aux présents statuts,

Et plus généralement, toutes opérations juridiques ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet, de nature à en faciliter la réalisation, pourvu qu'elles ne soient pas susceptibles de porter atteinte au caractère exclusivement civil de l'activité sociale.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

La société est dénommée « 4A IMMOBILIER »

Cette dénomination devra être précédée ou suivie dans toutes pièces destinées aux tiers des mots 'Société Civile' et de la mention du capital social, ainsi que du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à MAURON (Morbihan) La Ville es Zalos.

Le siège peut être transféré en tout autre endroit de la même commune par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés auprès du greffe du Tribunal de VANNES

ARTICLE 5 – DURÉE – RÉGIME FISCAL

5.1 - Durée

La durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus ci-après.

5.2 - Régime fiscal

Les associés déclarent vouloir se soumettre au régime des société de personnes (impôt sur le revenu).

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de 12 mois. Il débute le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2023

En outre, s'il y a lieu, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

Les associés effectuent les apports suivants à la société :

Apport par Madame Nora GARCIA

Apport en numéraire

Madame Nora GARCIA apporte à la société la somme de UN EURO

Ci 1,00 €

Il est déclaré par Madame GARCIA que les biens par elle apportés dépendent de la communauté conjugale existant entre elle et son conjoint.

En application des dispositions prévues à l'article 1832-2 du Code civil, l'associé apporteur a informé son conjoint de son intention de constituer avec les autres comparants, la présente société dont les principales caractéristiques lui ont été indiquées.

Aux présentes est à l'instant intervenu :

Madame Roseline TURQUETY, notaire assistant, ci-dessus domiciliée,

Agissant au nom et comme mandataire spécial de : Monsieur Arnaud Vincent Paul GARCIA, Travailleur indépendant, époux de Madame Nora GARCIA demeurant à GUICHEN (Ille-et-Vilaine) 55 bis, Peguin.

Né à RENNES (Ille-et-Vilaine) le 13 août 1985.

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous seing privé en date du 5 août 2022 demeurée ci-annexée.

Lequel, es qualités, reconnaît que son mandant a été averti du projet de constitution de la présente société et de sa faculté de prendre, à cette occasion la qualité d'associé, le tout conformément à la loi.

Il déclare au nom de son mandant :

- Qu'il renonce expressément à revendiquer la qualité d'associé dans la société actuellement en cours de constitution.

- Que les biens et droits apportés par l'associé apporteur dépendent de la communauté qui existe entre eux et qu'aucun motif juridique ne s'oppose au transfert de la propriété dudit apport à la société.

- Qu' en tant que de besoin il donne son consentement exprès à l'apport à la société en application de l'article 1424 du Code civil.

Apport par Madame Agathe PRUZAN

Apport en numéraire

Madame Agathe PRUZAN apporte à la société la somme de UN EURO

Ci 1,00 €

Apport par la société ATELIERS NORGATE

Apport en numéraire

La société ATELIERS NORGATE apporte à la société la somme de NEUF CENT QUATRE VINGT DIX HUIT EUROS (998,00 €)

Ci 998,00 €

Récapitulatif des apports

Total des apports en numéraire,

Ci 1.000,00 €

Total des apports,

Ci 1.000,00 €

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1 000 €). Il est divisé en MILLE (1 000) parts sociales de UN EURO (1 €) chacune, numérotées de 1 à 1 000 entièrement souscrites et libérées et attribuées par suite des apports effectués à la constitution de la société et de la cession de part sociale intervenue depuis de la manière suivante :

- à **Madame Nora RONDEAU épouse GARCIA**,
une part sociale en pleine propriété
numérotée de 1, ci 1 part sociale
- à **Monsieur Arnaud GARCIA**,
une part sociale en pleine propriété
numérotée de 2, ci 1 part sociale
- à **la société ATELIERS 4A (RCS VANNES 917 978 983)**,
neuf cent quatre-vingt-dix-huit parts sociales
en pleine propriété, numérotées de 3 à 1 000, ci 998 parts sociales

Total égal au nom de parts composant le capital social : 1 000 parts sociales

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES APPORTS

Les fonds correspondant aux apports en numéraire n'ont pas encore été versés à la date de ce jour.

Ils seront libérés sur appel de la gérance. Et, à cet égard, chaque associé s'oblige à verser les sommes appelées par la gérance, huit jours après la demande qui leur en sera faite sous forme de lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément à la loi, le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par la gérance ou son mandataire qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, et sur présentation du certificat du greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital peut, en vertu d'une décision de l'assemblée extraordinaire, être augmenté, notamment par la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports en numéraire ou en nature ; mais les attributaires, s'ils n'ont pas déjà la qualité d'associés, devront être agréés par la gérance.

Il peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de ladite collectivité, être augmenté en une ou plusieurs fois par l'incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes ou par voie de création de parts nouvelles attribuées gratuitement. En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés aura, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit préférentiel à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et délais fixés par la gérance.

ARTICLE 11 - RÉDUCTION DE CAPITAL

Le capital peut aussi être réduit, en vertu d'une décision de l'assemblée extraordinaire.

TITRE III - DROITS DES ASSOCIES

ARTICLE 12 - DROITS ATTACHÉS AUX PARTS

1 – Droit d'intervention dans la vie sociale

Tout titulaire de parts a le droit, savoir :

- d'obtenir une fois par an, communication des livres et des documents sociaux,
- de poser, à tout moment, des questions écrites à la gérance sur la gestion sociale, questions auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.
- de participer aux décisions collectives d'associés dans les conditions indiquées ci-après.

2 – Droits sur les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation

Chaque part sociale donne droit, outre au remboursement du capital qu'elle représente, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices annuels, les primes, les réserves et le boni de liquidation.

Les pertes ou le mali de liquidation, s'il en existe, sont supportés dans les mêmes conditions.

En cas de démembrement de propriété, le bénéfice social sera réparti comme suit :

Les intérêts, dividendes, réserves distribuées, boni, plus-values, primes et plus généralement tous revenus ou produits perçus par la société, quels que soient leur nature juridique ou leur régime fiscal, concourent à la formation de son bénéfice.

Le bénéfice social et le report à nouveau bénéficiaire peuvent être mis en distribution ou portés, en tout ou partie, à un compte de réserves.

Il sera procédé comme suit :

- le bénéfice social et le report à nouveau bénéficiaire, s'ils sont mis en distribution reviendront exclusivement à l'usufruitier des parts ;
- les réserves, si elles sont mises en distribution, reviendront, ainsi qu'il est dit au paragraphe ci-dessus, au nu-propriétaire, sous réserve de l'usufruit de l'usufruitier des parts ;
- sous réserve des dispositions applicables en la matière, la société déclarera à l'Administration avoir réparti ses résultats dans les conditions ci-dessus.

L'article 8 du Code général des impôts conduit à imposer l'usufruitier des parts d'une société de personnes à raison de la quote-part des résultats correspondant à ses droits sur les bénéfices. En outre, il est dès à présent stipulé

que l'usufruitier, et non le nu-propriétaire, bénéficiera du droit d'imputation des pertes pouvant être subies par la société et supportera, le cas échéant, l'imposition des plus-values de cession d'éléments d'actifs immobilisés.

3 – Droit au maintien des engagements sociaux

Les engagements définis aux présents statuts ne peuvent être augmentés sans l'accord individuel de l'associé concerné.

4 – Comptes courants d'associés

En accord avec le gérant, chaque associé peut déposer des fonds dans la caisse sociale en vue de faciliter le financement des opérations sociales. Les conditions d'intérêt sont fixées en accord avec le gérant et conformément à la législation en vigueur. Faute d'accord exprès en ce sens, les fonds déposés en compte courant ne portent pas intérêt. Leur retrait n'est possible qu'après avoir été autorisé par une décision des associés statuant à la majorité requise pour les décisions extraordinaires.

5 – Délivrance de documents

Tout associé peut obtenir de la gérance, sur demande, toutes pièces délivrées en copies certifiées conformes, aux frais de la société à moins qu'elles n'aient été fournies, auquel cas la gérance sera en droit de demander le remboursement des frais de copies et d'envoi.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITÉ DES PARTS – DÉMEMBREMENT DES PARTS

13.1 Indivisibilité des parts

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

13.2 Démembrement des parts

Outre ce qui est dit ci-dessus au sujet de la répartition du bénéfice social, lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement, les principes suivants sont applicables :

Droit de vote

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier tant aux assemblées générales ordinaires qu'extraordinaires, auxquelles le nu-propriétaire sera néanmoins convoqué, sauf pour les décisions de dissolution, liquidation et affectation du boni de liquidation où il est réservé au nu-propriétaire.

Le nu-propriétaire devra être systématiquement convoqué à toutes les assemblées.

Prérogatives pécuniaires

En cas de démembrement des parts, par l'effet de la subrogation réelle conventionnelle, et sauf convention contraire entre usufruitier et nu-propriétaire :

- les apports démembrés réalisés conjointement par le(s) usufruitier(s) et le(s) nu-propiétaire(s) seront rémunérés par des parts soumises au même démembrement de propriété que les biens apportés ;
- les parts émises à l'occasion d'une augmentation de capital par incorporation de réserves seront soumises au(x) même(s) démembrement(s) de propriété que les parts anciennes démembrées auxquelles est attaché le droit d'attribution ;
- les sommes ou actifs attribués aux associés à la suite d'une distribution de réserves, d'un retrait, d'une réduction de capital ou de la liquidation totale ou partielle de la société, ou de toute autre opération de même nature, resteront soumis au même démembrement de propriété entre le ou les usufruitier(s) et le(s) nu(s)-propriétaire(s). Si le paiement a lieu en espèces, les sommes revenant conjointement au(x) usufruitier(s) et au(x) nu-propiétaire(s) seront portées sur un compte bancaire unique, ouvert pour l'usufruit au nom du ou des usufruitier(s) et pour la nue-propiété au nom du ou des nu-propiétaire(s).
Faute d'indication à la société, conjointement par l'(es) usufruitier(s) et le nu-propiétaire(s) dans le mois de la demande qui leur sera faite par la gérance, des références du compte bancaire démembré à créditer, la société pourra valablement se libérer desdites sommes entre les mains du ou des usufruitier(s) qui en deviendra(ont) quasi-usufruitier(s).

ARTICLE 14 – MUTATIONS ENTRE VIFS – NANTISSEMENT -RÉALISATION FORCÉE

14.1- Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par un acte sous signature privée, un acte d'avocat ou un acte notarié.

La cession est rendue opposable à la Société par voie d'inscription sur le Registre des transferts tenu par la Société. Ce Registre est constitué par la réunion, dans l'ordre chronologique de leur établissement, de feuillets identiques utilisés sur une seule face. Chacun de ces feuillets est réservé à un titulaire de parts sociales à raison de sa propriété ou à plusieurs titulaires à raison de leur copropriété, de leur nue-propiété ou de leur usufruit sur ces parts sociales.

Pour être opposable aux tiers, la cession doit en outre avoir été déposée au Greffe, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la Société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre doivent, pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant, en application des dispositions de l'article 1861 du Code civil.

14.2- Agrément

Les parts sont librement cessibles entre associés ; toutes les autres mutations entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, de parts sociales sont soumises à l'agrément.

L'agrément est de la compétence de la collectivité des associés se prononçant par **une décision des associés statuant à la majorité requise pour les décisions extraordinaires.**

14.3- Procédure d'agrément

A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts doit notifier son projet de cession à la société et à chacun de ses coassociés, avec indication des nom, prénoms, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que du prix et du nombre des parts dont la cession est projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification faite à la société, la gérance doit inviter la collectivité des associés à statuer sur le consentement à la cession à la majorité des deux tiers.

La décision des associés n'est pas motivée ; elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si la gérance n'a pas fait connaître au cédant la décision des associés dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si, par contre, la collectivité des associés a refusé de consentir à la cession et si, dans les huit jours de la notification du refus, le cédant n'a pas signifié à la société son intention de retirer sa proposition de cession, les associés auront le droit, dans le délai de deux mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir la totalité des parts en instance de mutation, à un prix fixé à défaut d'accord, par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande de la gérance, ce délai de deux mois pourra être prolongé une seule fois par décision du président du Tribunal de commerce statuant par ordonnance sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

Si à l'expiration du délai imparti aucune des solutions de rachat prévues n'est survenue, l'associé pourra réaliser la cession initialement prévue.

Les notifications, significations et demandes prévues seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par remise directe contre reçu délivré par le destinataire.

14.4 - Nantissement des parts

Tout projet de nantissement de parts est soumis à agrément préalable dans les conditions prévues pour les cessions de parts. Le consentement donné au projet emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société. Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours à compter de la signification de la vente aux associés et à la société. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification de la vente forcée. Si aucun associé n'exerce la faculté de substitution, la société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

14.5 - Autres réalisations forcées

Tout autre cas de réalisation forcée devra être notifié sous les mêmes conditions de forme et de délai que celles énoncées sous le paragraphe précédent.

En cas de vente forcée aux enchères publiques, l'adjudication ne pourra être prononcée que sous réserve de l'agrément de l'adjudicataire et de l'exercice éventuel du droit de préemption des associés ou de la société. En conséquence, aussitôt après l'adjudication, l'adjudicataire présentera sa demande d'agrément.

ARTICLE 15 - DÉCÈS, DÉCONFITURE, FAILLITE PERSONNELLE, LIQUIDATION OU REDRESSEMENT JUDICIAIRE D'UN ASSOCIÉ

15.1- Décès d'un associé et sort de la société

Le décès d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société.

Toute transmission de parts par suite du décès ou de la disparition de la personnalité morale d'un associé doit être autorisée par une décision des associés statuant à la majorité requise pour les décisions extraordinaires, ceci sans faire de distinction selon la qualité de personnes physiques ou morales de ces héritiers, légataires ou dévolutaires.

Faute d'agrément, il est fait application des dispositions de l'article 1870-1 du Code Civil, la valeur de remboursement des parts sociales étant fixée au jour du décès ou de la disparition de la personnalité morale, selon le cas.

Les héritiers, légataires ou dévolutaires peuvent être mis en demeure par la société de présenter leur demande d'agrément, dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités. La demande d'agrément doit être présentée par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La société peut également requérir toutes justifications de tout notaire.

Les frais d'expertise sont supportés moitié par la Société, moitié par le ou les héritiers, légataires ou dévolutaires.

15.2 - Déconfiture, faillite, liquidation ou redressement judiciaire d'un associé

En cas de déconfiture, faillite personnelle, liquidation ou redressement judiciaires atteignant l'un des associés et à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité de dissoudre la société, il est procédé au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé. La valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 16 - RETRAIT D'UN ASSOCIÉ

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société, après autorisation donnée par une décision prise à la majorité des autres associés.

La demande de retrait est notifiée à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postée au plus tard trois mois avant la clôture de chaque exercice.

Ce retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

A moins qu'il ne demande la reprise en nature du bien qu'il avait apporté à la société, ce qu'il ne peut faire dans les cas d'admission au redressement et à la liquidation judiciaires et de faillite personnelle, l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de démembrement de parts sociales, le retrait ne peut intervenir que sur demande adressée à la société concurremment par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

TITRE I V - OBLIGATIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 17 – CONTRIBUTION AU PASSIF SOCIAL

Les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Toutefois, les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre les associés qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

TITRE V – ADMINISTRATION D E L A S O C I E T E

ARTICLE 18 - GÉRANCE - NOMINATION - RÉVOCATION - DÉMISSION DES GÉRANTS

18.1 – Gérance

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés ou en dehors d'eux. Si le gérant ou l'un des gérants est une personne morale, l'acte de nomination doit alors préciser l'identité de ses représentants légaux.

S'ils sont plusieurs, les gérants peuvent agir séparément.

18.2 - Nomination

Le ou les gérants sont nommés et révoqués par décision collective prise à la majorité des associés.

En cas de décès de l'un des co-gérants, la société sera gérée par les co-gérants survivants, dans les mêmes conditions.

Chaque gérant désigné, intervenant à cet effet, déclare accepter le mandat qui lui est confié et satisfaire aux conditions requises.

18.3 - Révocation

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Les gérants sont également révocables par les tribunaux pour toute cause légitime à la demande de tout associé.

18.4 - Démission

Un gérant peut démissionner sans juste motif à la condition de notifier sa démission à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants le cas échéant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception plus de six mois avant la clôture de l'exercice en cours, sa démission ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture. Le démissionnaire s'expose au versement de dommages-intérêts si la cessation de ses fonctions cause un préjudice à la société.

Si le gérant est unique, la démission n'est recevable en tout état de cause qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée ou d'une consultation écrite des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

18.5 – Vacance de la gérance

Si pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut réunir les associés ou, à défaut, peut demander au président du Tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Si la société a été dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal judiciaire de se prononcer sur la dissolution éventuelle de la société.

ARTICLE 19 – POUVOIRS – OBLIGATIONS

19.1 - Pouvoirs

La gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en vue de la réalisation de l'objet social.

1 - Pouvoirs externes :

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

Elle peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

2 - Pouvoirs internes:

Dans les rapports entre associés, le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes entrant dans l'objet social conformément à l'intérêt social.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que la limitation de pouvoirs ci-après puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout achat, vente ou échange d'immeubles, toute constitution d'hypothèque sur les immeubles sociaux, appartenant ou pouvant appartenir à la société, la fondation de toute société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, la souscription de tout emprunt l'octroi de toute garantie sur un actif social ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective extraordinaire des associés.

Dans la limite de ses pouvoirs, le gérant peut consentir des délégations de pouvoirs à toute personne pour représenter la société.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Pour faciliter le contrôle mutuel des actes de gestion de chaque gérant, l'assemblée des associés peut définir les opérations impliquant un engagement, direct ou indirect, supérieur à une limite qu'elle fixe chaque année, qui impliquent une notification par le gérant qui projette de l'accomplir à chacun de ses co-gérants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception quinze jours au moins à l'avance. Dès lors qu'une telle règle serait applicable, toute infraction commise par l'un des gérants serait considérée comme un juste motif de révocation.

19.2 - Obligations

Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux, et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Le ou les gérants doivent, au moins une fois dans l'année rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition des comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

ARTICLE 20 – RÉMUNÉRATION DES GÉRANTS

La gérance pourra recevoir à titre de rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision des associés.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

ARTICLE 21 - RESPONSABILITÉ DES GÉRANTS

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société peut se trouver dans l'obligation de faire contrôler ses comptes par un commissaire aux comptes.

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 23 – PRINCIPES

Les décisions collectives ont notamment pour objet d'approuver les comptes sociaux, d'autoriser le cas échéant, les gérants pour des opérations qui excèdent leurs pouvoirs, de nommer et révoquer les gérants et de modifier les statuts.

ARTICLE 24 – MODES DE CONSULTATION

Les décisions collectives des associés résultent au choix de la gérance soit d'une assemblée, soit d'une consultation écrite.

Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé par acte authentique ou sous seings privés.

Toutefois, la décision relative à l'approbation des comptes annuels sera toujours prise en assemblée.

ARTICLE 25 - ASSEMBLÉES

25.1 – Forme et délais de convocation

Les assemblées sont convoquées par la gérance.

Tout associé non gérant, peut demander à la gérance, à tout moment et par lettre recommandée, de convoquer une assemblée sur une question déterminée.

Les convocations indiquant avec précision l'ordre du jour et le lieu de l'assemblée, sont faites par lettre recommandée, remise en mains propres ou par courriel avec accusé de lecture, adressée quinze jours, au moins, avant la date de la réunion à chacun des associés.

La convocation peut être verbale et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition des comptes de la gérance, le rapport d'ensemble, ainsi que le texte des résolutions proposées et tout autre document nécessaire à l'information des associés sont adressés sans frais, à chacun d'eux, 15 jours au moins avant la réunion.

Les mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

25.2 – Assistance et représentation aux assemblées

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, ont accès à l'assemblée.

Tout associé peut se faire représenter aux assemblées par son conjoint, un descendant ou un autre associé.

25.3 – Tenue de l'assemblée

Les assemblées sont présidées par le gérant ou l'un d'eux, s'il est associé, sinon, par l'associé majoritaire en capital.

Un secrétaire de séance est désigné et il est tenu une feuille de présence qui est émarginée par les associés présents ou leurs mandataires. Les pouvoirs donnés par les associés représentés sont annexés à la feuille de présence.

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il ne peut être mis en délibération que les questions inscrites à l'ordre du jour sauf si tous les associés sont présents et acceptants.

Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs gérants et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 26 - PROCÈS-VERBAUX

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité et paraphées dans les conditions légales.

Le procès-verbal de délibération de l'assemblée indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du président, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, les noms et prénoms des associés qui y ont participé, le nombre de parts détenu par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, le texte des résolutions mises aux voix, un résumé des débats et le résultat des votes. Il est signé par les gérants et par le président de l'assemblée.

Selon les dispositions de l'article 45 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978, le registre spécial et les procès-verbaux peuvent être respectivement tenu et établis sous forme électronique.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, les copies et extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

ARTICLE 27 – ASSEMBLÉES

ARTICLE 27.1 – ASSEMBLÉE ORDINAIRE

A - Majorité

L'assemblée, réunie sur première convocation, est régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée.

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée quel que soit le nombre des associés présents ou représentés et la quotité du capital social leur appartenant.

Dans ces deux cas, les décisions sont prises à la majorité des votes exprimés.

B - Compétence – Attributions

L'assemblée générale ordinaire :

- entend le rapport de la gérance sur les affaires sociales ;
- discute, approuve, redresse ou rejette les comptes de l'exercice écoulé ;
- statue sur l'affectation et la répartition des bénéfices ;
- nomme les commissaires aux comptes ;
- et prend toutes les décisions qualifiées d'ordinaires dans les statuts.

ARTICLE 27-2 – ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

A - Majorité

L'assemblée extraordinaire, réunie sur première convocation, **est régulièrement constituée si plus des trois-quarts des associés, possédant plus des trois-quarts du capital social sont présents ou représentés.**

A défaut, l'assemblée est réunie sur deuxième convocation. Elle est alors régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

B - Compétence - Attributions

L'assemblée extraordinaire peut apporter aux statuts, dans toutes leurs dispositions, les modifications quelles qu'elles soient, pourvu que ces modifications ne soient pas contraires à la loi.

De plus, elle est compétente pour toutes les décisions qui ne sont pas attribuées par la loi ou les statuts à l'assemblée ordinaire.

L'assemblée extraordinaire peut notamment :

- transformer la société en société de toute autre forme, si ce n'est en société en nom collectif, ou en société par actions simplifiée, transformations qui requièrent l'accord de tous les associés, ou en société en commandite, transformation qui requiert, outre la décision de l'assemblée extraordinaire, l'accord de tous les associés devant prendre alors le statut d'associés commandités ;
- prononcer, à toute époque, la dissolution anticipée de la société ou décider sa prorogation. A ce dernier égard, et conformément à l'article 1844-6 du

Code civil, l'assemblée extraordinaire doit être réunie, un an au moins avant l'expiration de la société, pour statuer sur l'opportunité de sa prorogation
- nomme et révoque les gérants, fixe leur rémunération éventuelle

ARTICLE 28 - CONSULTATION ÉCRITE

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés aux associés par lettre recommandée avec avis de réception.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des documents pour émettre leur vote, adressé au siège social, sous pli recommandé. Le tampon de la poste fera foi pour la détermination du délai ci-dessus stipulé. Passé ce délai, le vote ne sera plus admis.

Si tous les associés sont gérants, les décisions collectives pourront être prises sans convocation d'assemblée ni consultation écrite, sous réserve que ces décisions soient prises à l'unanimité. Elles devront être constatées par procès-verbal comme il est dit ci-dessus.

ARTICLE 29 - DÉCISIONS COLLECTIVES UNANIMES

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par acte notarié ou sous seings privés, sans être tenu d'observer les règles prévues pour la réunion des assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des délibérations ci-dessus prévu.

La mention dans le registre contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seings privés ou sa copie authentique s'il est notarié, est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

TITRE VII – RESULTATS SOCIAUX

ARTICLE 30 - COMPTES SOCIAUX

Il est tenu au siège social une comptabilité régulière.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date ainsi que le compte de résultat et le bilan, et établit un rapport sur la situation de la société et son fonctionnement pendant l'exercice écoulé.

Ces divers documents sont soumis à l'approbation des associés dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice et au moins une fois par an.

ARTICLE 31 - AFFECTATION DES RÉSULTATS

Il est décidé de l'affectation des résultats à l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels.

Les associés peuvent décider la distribution de tout ou partie du résultat de l'exercice, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Ils peuvent aussi décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.

TITRE VIII – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 32 – DISSOLUTION

A l'expiration de la durée prévue dans les statuts, la société est dissoute, sauf prorogation effectuée conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code civil.

32.1 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés doivent être consultés afin de décider si celle-ci doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au président du Tribunal judiciaire, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation des associés. La prorogation donne lieu à une décision collective des associés prise dans les conditions de majorité requises pour la modification des statuts. Lorsque la consultation n'a pas eu lieu, le président du tribunal, statuant sur requête à la demande de tout associé dans l'année suivant la date d'expiration de la société, peut constater l'intention des associés de proroger la société et autoriser la consultation à titre de régularisation dans un délai de trois mois, le cas échéant en désignant un mandataire de justice chargé de la provoquer. Si la société est prorogée, les actes conformes à la loi et aux statuts antérieurs à la prorogation sont réputés réguliers et avoir été accomplis par la société ainsi prorogée.

32.2 - Dissolution anticipée

Lorsque tous les droits sociaux sont réunis entre les mains d'un seul associé, la société n'est pas dissoute, mais tout intéressé peut demander la dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans un délai d'un an. Le tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six mois pour régulariser cette situation, mais il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garantie si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux sociétés dont l'associé unique est une personne physique.

32.3 - Absence de Gérant

Si la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal la dissolution anticipée de celle-ci.

32.4 - Décisions des associés

Les associés peuvent décider à tout moment la dissolution anticipée de la société en assemblée dans les conditions de majorité requises pour la modification des statuts.

D'autre part, la société peut être dissoute dans les autres cas prévus à l'article 1844-7 du Code civil.

ARTICLE 33 – LIQUIDATION

33.1 - Effet de la dissolution

La société est en liquidation dès sa dissolution, à moins que celle-ci n'intervienne en suite de fusion ou de scission.

La dissolution n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution, la dénomination doit être suivie de la mention "Société en liquidation", puis du nom du ou des liquidateurs, et doit figurer sur tous les documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La personnalité morale de société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

33.2 - Nomination du ou des liquidateurs

La dissolution de la société met fin aux fonctions de la gérance, et c'est aux liquidateurs, et à eux seuls, qu'il appartient d'assurer la gestion de la société pendant toute la durée de la liquidation.

La collectivité des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui peuvent être un ancien gérant, ou toute autre personne associée ou tiers.

Le ou les liquidateurs sont révoqués par décision collective ordinaire des associés.

La nomination et la révocation d'un liquidateur ne sont opposables aux tiers qu'à compter de leur publication.

La société et les tiers ne peuvent se soustraire aux décisions du ou des liquidateurs, ni se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la révocation de ceux-ci ; dès lors que celles-ci ont été régulièrement publiées.

33.3 - Rémunération du ou des liquidateurs

Le ou les liquidateurs ont droit à une rémunération dont le montant est fixé par les associés. A défaut, celle-ci sera fixée, à la demande du liquidateur ou des liquidateurs, par ordonnance du président du Tribunal judiciaire statuant sur requête.

33.4 - Information des associés

Le ou les liquidateurs doivent rendre compte aux associés de l'accomplissement de leur mission, dans les conditions déterminées par l'acte de nomination ou, à défaut, au moins une fois annuellement sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences qu'ils ont effectuées pendant l'année écoulée.

33.5 - Droits des associés

Pendant la liquidation de la société, les associés conservent toutes leurs prérogatives quant aux prises de décisions collectives.

33.6 - Clôture de la liquidation

Les associés doivent être consultés, en fin de liquidation, pour statuer sur le compte définitif de liquidation et le quitus à donner aux liquidateurs et à la décharge de leur mandat.

Ce compte de liquidation fait état de toutes les recettes encaissées depuis le début de la liquidation, ainsi que de toutes les dépenses effectuées au cours de cette même période.

Après approbation des comptes définitifs de la liquidation, les associés décident de la clôture de la liquidation (Décret n° 78-704 du 3 Juillet 1978 art.10, al. 2).

A défaut d'approbation des comptes de liquidation ou si la consultation des associés s'avère impossible, le ou les liquidateurs ou tout intéressé peuvent demander au Tribunal judiciaire de statuer sur ces comptes et, le cas échéant, sur la clôture de la liquidation (Décret n° 78-704 art.10, al. 2).

Les comptes définitifs, la décision des associés et, s'il y a lieu, la décision de justice prévue ci-dessus, sont déposés au greffe du Tribunal de commerce, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

La radiation au Registre du commerce et des sociétés ne peut être obtenue que sur justification de l'accomplissement des formalités ci-dessus ainsi que de la publication sur un Support habilité à recevoir des annonces légales ayant reçu l'avis de nomination du ou des liquidateurs, de l'avis de clôture contenant les indications prescrites par l'article 29 du décret n° 78-704 du 3 Juillet 1978.

ARTICLE 34 – PARTAGE

34.1 - Partage

Après approbation des comptes définitifs de liquidation, il est procédé aux répartitions entre les ex-associés à proportion de leurs droits dans le capital social.

34.2 - Répartition du boni de liquidation

Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges de la société, est affecté au remboursement des droits des ex-associés dans le capital social. Sauf clause contraire des statuts, le solde ou boni est réparti entre les ex-associés dans la même proportion que leur participation aux bénéfices.

Il est fait application des règles concernant le partage des successions ainsi que, le cas échéant, des dispositions de l'article 1844-9 du Code civil y relatives aux attributions en nature.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée, est attribué sur sa demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'ex-associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

34.3 - Partage des pertes

Sauf clause contraire des statuts, les ex-associés supportent les pertes proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux dans le capital social.

Tous pouvoirs sont conférés, en tant que de besoin, aux liquidateurs pour opérer toutes répartitions.

ARTICLE 35 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.